

La légitimité du gouvernement en question



Débat sur les réformes économiques en Algérie organisé par le Care, lundi, à Alger. © D.R.

Sans un pouvoir politique qui bénéficie de la confiance et de l'assentiment sans réserve de la population, aucune réforme de fond ne sera possible et l'Algérie se dirigera tout droit vers le chaos économique. Cette sentence de Mouloud Hedir, consultant et expert en politiques commerciales, est revenue comme un leitmotiv lors des débats sur "Les priorités pour une feuille de route économique de l'Algérie à l'horizon 2022", organisés, lundi, à l'hôtel Sofitel d'Alger, par le Cercle d'action et de réflexion autour de l'entreprise (Care). "Si vous voulez aller à l'encontre du mouvement populaire, vous n'aurez aucune chance de faire aboutir quoi que ce soit", a estimé le professeur Mohamed Chérif Belmihoub, expert en management des organisations. Pour lui, il faut régler la situation politique actuelle en urgence. "Plus cette question traîne, plus la question économique s'aggrave et le coût sera énorme", prévient le professeur Belmihoub. Mouloud Hedir n'en pense pas moins. "On voit bien les analyses par trop simplistes de nombreux acteurs qui spéculent aujourd'hui sur l'essoufflement des protestations populaires et sur le vain espoir d'un retour au statu quo ante bellum", a-t-il relevé. Ceux qui font de tels calculs, estime M. Hedir, "ne voient pas la lame de fond de la crise économique qui gonfle chaque jour et qui, si elle n'est pas dûment et rapidement traitée, ne manquera pas demain de tout balayer sur son passage". La sagesse, souligne-t-il, "voudrait que toutes les personnes qui ont entre leurs mains une parcelle de pouvoir de décision et qui se soucient encore de l'avenir de leur pays se préoccupent de répondre aux doléances effectives de la population". M. Hedir soutient qu'il n'est pas possible d'"aller vers des solutions quelles qu'elles soient tant que la confiance entre Algériens n'est pas restaurée, à défaut de restaurer la confiance avec le reste du monde". L'expert, relevant les insuffisances de l'information économique accessible dans notre pays, explique que l'économie de marché est, avant tout, "une économie de dialogue". Mais pour la présidente de

l'Union pour le changement et le progrès, Zoubida Assoul, l'économie est totalement dépendante de la nature du pouvoir politique en Algérie. "On ne peut pas parler d'économie si on ne revoit pas le modèle politique en Algérie", estime Mme Assoul. "Aujourd'hui, nous avons un système totalitaire qui ne donne pas l'occasion à la compétence économique d'émerger ou d'émettre son avis sur la manière de construire une économie en Algérie", relève-t-elle. Faut-il alors attendre le règlement de la crise politique pour lancer le débat sur les réformes économiques ? Le président du Care, Slim Othmani, pense qu'il faut traiter la question économique "car elle risque d'avoir un impact sur le processus politique". Par ailleurs, a-t-il ajouté, "les résultats du processus politique peuvent avoir un impact sur la conduite des réformes économiques et continuer à nous conduire à l'impasse". En clair, M. Othmani laisse entendre que les réponses politiques ne peuvent pas être dissociées de la dimension économique. "Toutes les institutions, tous les partis politiques, tous les acteurs de la société civile, toutes les consciences, tous les Algériens sont interpellés", souligne le président du Care, évoquant "des pistes d'espoir" pour gagner "la bataille de la croissance de l'Algérie nouvelle". Si, à court terme, la situation sera difficile, parce que la morosité économique s'est installée, Rachid Sekak, consultant international en finances, rassure que "l'Algérie ne sera pas en faillite en 2022". Optimiste, M. Sekak affirme que "l'Algérie a les moyens de s'en sortir". Pour lui, il est possible de construire un programme sérieux de réformes sur sept ans, pour peu que "le pouvoir politique soit légitime, courageux et volontaire".

M. Rabhi